

LUTTE CONTRE LE CANCER

Le bilan alarmant de la Laddh

Malgré la contribution annuelle des pouvoirs publics d'un montant de 18 milliards de dinars, la prise en charge des personnes atteintes par le cancer reste insuffisante. Gestion, organisation ou moyens insuffisants, tout y est, selon le secrétaire national chargé des dossiers spécialisés, M. Houari Kaddour.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Selon le rapport de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (Laddh), le nombre de cancéreux s'élève à 480 000 patients, en plus des 50 000 nouveaux cas de cancer recensés chaque année, dont 1 500 enfants. Une moyenne de 5 nouveaux cas par heure chez les adultes et 4 chez les enfants.

Chaque année, le cancer, classé deuxième cause de mortalité après les maladies cardiovasculaires, tue 1 200 personnes, avec un pourcentage de 21%, faute de prise en charge adéquate. Il faudrait savoir que par faute d'organisation et/ou de gestion, 70% des cas sont traités à un stade avancé de la maladie. Il arrive fréquemment que les malades meurent avant même d'entamer le traitement, puisque le temps d'attente entre le diagnostic et le rendez-vous pour la première séance de radiothérapie ou l'opération chirurgicale peut s'étendre entre un et six mois. Malheureusement, beaucoup meurent avant même leur première séance, malgré les neuf Centres anti-cancer (CAC) opérationnels en 2016 : le Centre Pierre-et-Marie-Curie d'Alger, Blida, Oran, Ouargla, Constantine, Laghouat, Sétif, Batna et Annaba. Là encore, les familles des malades ont recours aux connaissances pour obtenir un rendez-vous rapproché, selon la Laddh. Concernant la prise en charge, là est un autre problème auquel font face les familles du malade. Entre les pénuries des médicaments antidouleur nécessaires lors des séances de chimiothérapie, faute de prévisions, et les frais des soins médicaux, pas toujours à la portée de tous les malades, la ligue souligne que

le montant d'une séance de radiothérapie chez le privé s'élève à 13 000 DA. Un montant que les services de la Sécurité sociale n'en rembourse que 400 DA, tandis que la famille débourse entre 600 000 et 800 000 DA entre les transports, l'hébergement (souvent une chambre d'hôtel), les analyses de laboratoires, les radios et autres dépenses post-thérapeutiques. La ligue tire la sonnette d'alarme quant aux malades de l'Algérie profonde pour qui se soigner relève du parcours du combattant, face au manque cruel des centres de soins spécialisés dans leurs localités.

Au vu de ce bilan désastreux, M. Houari Kaddour pose la question : «Où vont les 18 milliards de dinars du fonds spécial que réservent les pouvoirs publics pour l'amélioration de la prise en charge des malades ?», rappelant que le droit aux soins est un droit constitutionnel auquel tous les malades, quels que soient leur sexe, origine ou région, lieu de résidence et moyens, ont droit.

Pour mieux lutter contre le cancer, la ligue conseille de mettre en place un meilleur plan de communication, d'abord, puis logistique.

Selon le bureau national chargé des dossiers spécialisés, les campagnes de communication et de dépistage précoce de la maladie doivent être améliorées, ce qui permettrait à bon nombre de personnes d'être prises en charge dès les premiers signes de la maladie, contrairement aux milliers qui meurent à cause du dépistage tardif. Quant aux localités qui se trouvent loin des CAC, il serait important de former les médecins généralistes qui y exercent. Aussi, afin de lancer des



La prise en charge des personnes atteintes par le cancer reste insuffisante.

études épidémiologiques descriptives et analytiques de ce fléau par région, il serait nécessaire à chaque wilaya de recenser tous les cas de cancer pour identifier et appréhender les types d'affections de chaque région et de là à

déterminer les causes de cette pathologie. Pour une meilleure organisation et dans le but d'obtenir un bilan proche de la réalité, puisque les plus démunis se tournent vers les associations, la ligue invite l'ensemble des

acteurs à favoriser la coordination, notamment le mouvement associatif. Selon ce communiqué, les origines de cette maladie sont nombreuses, dont les emballages plastiques des boissons (eau, limonade et lait), sans évoquer les différents additifs, colorants et conservateurs dans les produits alimentaires industriels. Concernant les différentes viandes, le délai d'attente pour l'élimination des toxines médicamenteuses qui est de 15 jours, après la vaccination du cheptel, n'est pas toujours respecté, ce qui amène le consommateur à développer une antibiorésistance.

La ligue indique également que le consommateur est aussi confronté aux différentes retombées de l'abus d'utilisation des pesticides dans l'agriculture, soulignant que le tabagisme est le premier responsable de la prolifération de cette maladie.

M. A.-S.

LE PROFESSEUR BOUZID ÉVALUE LE PLAN ANTICANCER, 2 ANS APRÈS SON LANCEMENT :

«Ce n'est pas suffisant, mais c'est mieux qu'avant»

C'est avec un petit rictus, pour ne pas dire plus, que le professeur Kamal Bouzid, le président de la Société algérienne d'oncologie, a établi les premiers résultats pour une sorte de bilan à mi-parcours du Plan anticancer 2015-2019.

Une certaine moue de la part du professeur qui ne cache pas, tout de même, l'avancée qui a permis une prise de conscience des professionnels de santé, des gestionnaires et de tous les Algériens quant à la prévention et le dépistage. «Les progrès sont réels même s'ils ne sont pas palpables d'un point de vue pourcentage», estime le professeur Bouzid avant de rappeler que ce Plan anticancer a été mis sur pied dans l'optique de réduire le nombre de nouveaux cas et la mortalité le long de la durée impartie à ce plan sur lequel beaucoup a été dit depuis son entrée en vigueur, il y a environ deux années avec, donc, pour but, la prévention et le dépistage des cancers colorectal, du sein, du col de l'utérus, dont un programme est en cours depuis 1999 et va être renforcé. Des pathologies qui ont requis un échecancier, jusqu'à présent respecté, à travers des programmes d'action déjà enclenchés ou qui devraient l'être dans plusieurs régions du pays. Ceci dans un premier temps, puisqu'un second plan, prévu entre 2020 et 2024, suivra. Quoi qu'il en soit, pour le professeur Bouzid, le premier résultat majeur du plan mis en place, bien qu'il soit «impalpable», c'est le changement d'attitude vis-à-vis du cancer de la part des professionnels de la santé en attendant une plus grande vulgarisation, grâce notamment aux médias, auprès des Algériens.

Concernat les capacités de



Pr. Kamal Bouzid.

prise en charge, le professeur Bouzid a souligné le saut qualitatif accompli depuis 2011-2012 puisque les capacités, notamment en radiothérapie, ont été multipliées par six. En effet, de six accélérateurs fonctionnels en 2011, on est passé à 25 actuellement rien que dans le secteur public, avec un apport certain du privé qui se développe de plus en plus. «Ce n'est pas encore suffisant si l'on doit se fier aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, mais courant 2017, on multipliera les capacités fonctionnelles de la radiothérapie par 3 ou 4», a encore affirmé le professeur membre du Comité d'évaluation et de suivi du Plan anticancer pour ensuite s'étaler sur ce que pourraient apporter les centres privés.

Ce n'est pas encore la grande embellie du point de vue prise en charge, mais il faudrait tout de même rappeler ce qu'enduraient les malades pour décrocher un rendez-vous pendant des mois avant que l'attente ne soit réduite à quinze jours. Mais là où le bât blesse, selon le professeur Bouzid, c'est dans le rôle dévolu à la Caisse de sécurité sociale pour

le remboursement des traitements, comme par exemple dans le traitement d'un cancer du sein qui revient entre 400 000 et 600 000 dinars, mais non remboursés. «C'est mieux que lorsque les patients allaient se soigner en Tunisie, en Turquie ou en France, mais le rôle de la Sécurité sociale est fondamental.» Là, le professeur Bouzid voulait mettre le doigt sur cette «hypocrisie» qui consiste à dire que les soins du cancer sont remboursés intégralement alors qu'en réalité, tout ce qui a trait aux analyses et à l'imagerie médicales, ne l'est pas. Un grand bémol auquel l'on doit remédier, par exemple, par l'actualisation de la vieille nomenclature des soins qui date d'il y a une trentaine d'années. Le professeur Bouzid n'a pas omis de lancer un appel au ministère de la Santé afin que de nouveaux spécialistes qui viennent de décrocher leur DEMS (diplôme d'études médicales spécialisées) soient affectés dans des postes selon leur fonctionnalité pour assurer un service continu dans les hôpitaux, et non pas affectés selon des critères bureaucratiques.

M. Azedine

HOMMAGE

Un grand syndicaliste vient de nous quitter

C'est avec une infinie tristesse que nous avons appris le décès de notre frère de combat Allaoua Sadki, qui nous a quittés le samedi 28 janvier à l'âge de 88 ans. Militant syndicaliste éprouvé mais aussi un patriote honnête et irréprochable, Allaoua s'est acquitté honorablement de son devoir envers sa patrie en s'engageant totalement au sein de la Fédération de France du FLN, durant la lutte de Libération nationale. Après l'indépendance nationale, il s'est engagé sans compter et avec conviction au sein de l'UGTA pour participer au dur combat de l'édification nationale et militer activement avec courage et abnégation pour la réalisation des aspirations légitimes des travailleurs et des plus démunis. Membre fondateur, puis secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNNT), Allaoua a effectué deux mandats successifs (de 1969 à 1978) au sein du secrétariat national de l'UGTA, où il a vécu toutes les grandes et difficiles batailles menées pour l'instauration de la justice sociale dans notre pays et pour la défense des valeurs républicaines de liberté et de démocratie. Après s'être retiré dignement de toute responsabilité syndicale, il s'est consacré à animer, en tant que président, la Fédération nationale de la lutte algérienne.

Nous gardons de lui le souvenir impérissable de sa simplicité, comme de sa générosité et saluons en lui une grande figure du syndicalisme algérien. Sa famille, ses amis, ses compagnons et son pays ont perdu en lui un homme pétri de qualités. Estimé de tous ceux qui l'ont connu, aimé de sa famille, repose en paix, frère Allaoua, et puisse Dieu t'accorder Sa Sainte Miséricorde et t'accueillir en Son Vaste Paradis. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Abdelmadjid Azzi